

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

DEMANDE DE RÉVISION DU PROGRAMME DE SUBVENTIONS

M. John Burton (Regina-Est): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au premier ministre. Compte tenu des inquiétudes exprimées par le député d'Edmonton-Strathcona, entre autres, au sujet des subventions au développement régional et d'incidents tels que le cas des deux subventions accordées à une même exploitation simplement divisée par une clôture, des subventions accordées à des exploitations marginales et à des entreprises qui sont déjà en pleine expansion, et compte tenu des inquiétudes que provoque l'importance des subventions versées aux entreprises étrangères, le premier ministre peut-il nous dire si ce programme est actuellement en cours de révision pour faire droit à ces inquiétudes?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, nous nous efforçons continuellement, par l'intermédiaire du Conseil du Trésor en particulier, de déterminer la valeur de nos différents programmes. Si le député connaît des détails précis qu'il désire communiquer au ministre responsable, je suis sûr qu'ils seront bien reçus.

LA SUBVENTION À UNE USINE DE PÂTE À PAPIER À MEADOW LAKE

M. John Burton (Regina-Est): Monsieur l'Orateur, une question supplémentaire. A la suite de la visite la semaine dernière du premier ministre et d'autres membres du Cabinet en Saskatchewan, le premier ministre est-il en mesure de nous annoncer si la subvention pour l'implantation d'une usine de pâte à papier dans la région de Meadow Lake est en bonne voie? Ma question découle de déclarations faites hier par le premier ministre de la Saskatchewan à ce sujet.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je sais que le ministre de l'Expansion économique régionale se trouvait à Meadow Lake et qu'il a discuté de cette question avec des membres du Cabinet de M. Thatcher mais il ne m'appartient pas de dire en son nom quand il fera une annonce.

* * *

LA DÉFENSE NATIONALE

LES SERVICES ESSENTIELS EN CAS DE RUPTURE DES NÉGOCIATIONS COLLECTIVES

M. J. M. Forrestall (Dartmouth-Halifax-Est): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Défense nationale. Étant donné les différends très graves qui ont surgi depuis quelques jours au cours des négociations entre les employés de la Défense nationale et la

Couronne—et prions Dieu qu'elles ne soient pas interrompues—le ministre pourrait-il faire connaître ses projets pour assurer la marche des services essentiels de défense, y compris les services de recherche et de sauvetage sur le littoral Est, au cas où ces négociations aboutiraient à une impasse grave?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, la question me semble se rapporter à une hypothèse.

M. Forrestall: Monsieur l'Orateur, le ministre de la Défense nationale peut-il donner quelque assurance à la Chambre et aux Canadiens en général qu'il ne permettra pas une rupture grave des négociations avec les employés de nos services de défense?

L'hon. M. Macdonald: Comme le député devrait le savoir, ces négociations relèvent de mon collègue le président du Conseil du Trésor. Je les suis avec un vif intérêt mais c'est lui qui en est responsable.

LES TERRAINS D'ESSAI DE MEAFORD

M. Percy V. Noble (Grey-Simcoe): Ma question s'adresse au ministre de la Défense nationale. Maintenant qu'on a fait cesser les opérations militaires au polygone d'essai des chars de Meaford, le ministre peut-il préciser à la Chambre l'affectation future de ce terrain ou s'il envisage de s'en défaire?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de la Défense nationale): A la suite d'une étude sur l'utilisation des terrains à des fins militaires dans l'Ouest de l'Ontario, il est possible que le polygone de Meaford continue à servir de champ de manœuvre au lieu d'être déclassé. Comme le sait le député, de toute façon un problème se pose du fait de l'existence de grandes quantités de munitions non explosées sur cet emplacement.

* * *

AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'ALCAN ET LE GOUVERNEMENT DE LA GUYANE

M. Heath Macquarrie (Hillsborough): Je voudrais poser une question au taciturne ministre de l'Industrie et du Commerce. Elle concerne une importante mainmise. Est-il en mesure de dire à la Chambre et au pays où en est la nationalisation apparemment imminente par le gouvernement de la Guyane de l'important établissement Alcan de ce pays?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Non, monsieur l'Orateur. Nous suivons très attentivement les conversations engagées entre le gouvernement guyanais et la compagnie canadienne, mais je ne suis pas en mesure de dire quoi que ce soit à ce sujet aujourd'hui.